

la demande de l'ex-préfet de Gikongoro. Je ne peux pas en déterminer le nombre. La destruction du groupement de la gendarmerie à Gikongoro a aussi été précédée de plusieurs rencontres entre militaires français et gendarmes rwandais sur ces lieux ainsi qu'au quartier général de Turquoise à Gikongoro.

[...] Je ne dirais pas qu'après l'installation de l'opération Turquoise, il y avait la sécurité dans cette zone, car j'ai eu des informations selon lesquelles dans la zone de Musange, certaines personnes ont été tuées par les Interahamwe : un enfant (jeune homme) originaire de Murama a été tué à Musange alors que des militaires de Turquoise étaient déjà sur place. Il m'a également été rapporté le cas de personnes jetées de l'hélicoptère dans la forêt de Nyungwe. Le fait que les gens ont continué à fuir montre aussi qu'il n'y avait pas de sécurité. Les FAR et les gens qui avaient trempé dans le génocide n'étaient pas inquiétés. Ils se sont réfugiés tranquillement au Zaïre. Les combats ne se sont pas étendus sur cette zone, et ceux qui avaient tué ou qui avaient détruit les biens de toutes sortes ne couraient aucun risque jusqu'en août 1994. On y détruisait des maisons, on pillait, cette zone n'avait rien d'humanitaire ni de sûre.

Nyandwi a aussi témoigné sur les rapports entre des militaires français avec des filles rwandaises au SOS : *« Je me suis rendu très souvent à SOS et j'y ai vu des filles qui étaient assises devant les logements des militaires français sur un banc qui se trouvait près de l'entrée du centre. Tout le monde qui passait là-bas pouvait les voir, je pense aussi que les responsables militaires français les voyaient car on ne pouvait pas entrer à SOS sans voir ces filles. Chaque fois que j'y passais, soit dans l'avant-midi, soit dans l'après-midi, j'y trouvais des filles assises sur ces bancs juste devant les logements des militaires français ».*

S'agissant de la coopération des militaires français de l'Opération Turquoise avec les autorités administratives de base, il précise : *« après la fuite de certains bourgmestres, les militaires français ont nommé de nouvelles autorités communales dans la préfecture de Gikongoro. Ainsi, un certain Kanyeshyamba fut nommé bourgmestre de Mudasomwa, Rwabalinda bourgmestre de Karambo, Kadogi maintenu comme Bourgmestre de Nshili,...mais je ne connais pas les critères sur la base desquels ils les choisissaient. Ils tenaient régulièrement des réunions avec eux. »*

29. Désiré Ngezahayo

Désiré Ngezahayo est un ancien bourgmestre de la commune de Karama (Gikongoro) de 1982 à 1994 et maintenu au même poste par les soldats français durant l'opération Turquoise, il est détenu à la prison centrale de Gikongoro pour sa participation au génocide et il plaide coupable. Il a

été entendu par la Commission à Nyamagabe les 29/06/2006, 11/07/2006, en audience publique du 13/12/2006.

Dans son témoignage, il parle de l'installation des militaires français de Turquoise à Karama et décrit la nomination des autorités locales, de la mobilisation de la population ainsi que de la façon dont le génocide a continué son cours malgré la présence de militaires français.

« J'étais bourgmestre de Karama, l'une des anciennes communes de la préfecture de Gikongoro, depuis 1982, et j'étais toujours bourgmestre en 1994 lorsque les troupes françaises de l'opération Turquoise sont arrivées. Je suis resté avec eux jusqu'à ce qu'ils quittent. Elles sont arrivées à Gikongoro vers la fin du mois de juin 94, et ils ont transformé les bureaux de la commune Karama en une sorte de 2^{ème} bureau ou antenne. Leur quartier général se trouvait à Murambi. Ils ont aménagé un terrain pour le décollage de leurs hélicoptères et le stationnement de leurs véhicules et ont occupé tous les bureaux de la commune. Seul le bureau du bourgmestre était resté disponible. Ils étaient environ 40 militaires. Au début du mois de juillet, vers le 3/7/94, tous les bourgmestres ont été convoqués à une réunion tenue au village SOS de Gikongoro, présidée par un colonel français. Celui-ci nous a donné ordre de demander à la population de renforcer les barrières de protection ainsi que les patrouilles nocturnes pour dépister d'éventuels Inkotanyi infiltrés. Ils ont donné des fusils à tous les bourgmestres qui y étaient et se sont chargés de former ceux qui n'en maîtrisaient pas l'usage. Ils nous ont également donné l'autorisation de port d'armes signée par le colonel De Stabenrath ».

Lors de cette réunion, le colonel français nous a dit : « Nous voulons travailler avec vous pour protéger la population. Demandez à la population de nous aider à empêcher les Inkotanyi d'entrer dans cette zone ». Il nous disait cela en nous montrant des cartes. Il nous a prévenu que les Inkotanyi étaient déjà à Butare et à Gitarama et que les Français ne voulaient pas qu'ils puissent traverser les rivières Mwogo et Akavuguto qui séparaient respectivement Gikongoro de Gitarama et de Butare. Il a bien précisé : « Dites à la population de renforcer les barrières de protection et les rondes de nuit. Nous serons tout près avec nos véhicules et nos avions ». Pendant cette période, il y avait beaucoup de déplacés qui venaient de Kibungo, de Kigali Rural, de Butare, de Gitarama, qui entraient nombreux dans la zone Turquoise. Le colonel français nous a dit : « Les Inkotanyi peuvent enlever les uniformes et se mêler aux déplacés. Pour les identifier, faites attention à trois choses : contrôlez les cartes d'identité et mettez de côté tous ceux qui n'en ont pas (il s'agissait en quelques sorte de chercher les Tutsi comme nous le faisons déjà auparavant); regardez sur les épaules s'il n'y a pas de traces de port d'armes, vérifiez sur les jambes les traces de bottines et tuez immédiatement sans aucune autre forme de procès, tous ceux qui portent l'une ou l'autre de ces signes ou qui n'ont pas de carte

d'identité ». Ils nous ont demandé d'attirer l'attention de la population sur ces consignes.

Après cette réunion, nous sommes allés mettre en application les instructions reçues en renforçant les barrières, en vérifiant toutes les personnes déplacées qui entraient dans la zone Turquoise et en tuant toute personne identifiée comme tutsi. Tous les Tutsi qui avaient échappé au génocide dans notre commune ont alors été tués. Les tueries ont continué malgré que les Français disaient officiellement qu'ils étaient là pour sauver les gens. Les barrières les plus cruelles étaient celles érigées près des rivières Mwogo et Akavuguto qui séparaient la zone Turquoise des régions occupées par les Inkotanyi, celles situées sur le pont vers Kirinda entre Kaduha et Nyanza, sur le pont Mwogo vers Karaba, et sur le pont Mwogo vers la route Butare–Gikongoro. Il était très difficile pour les Tutsi de traverser ces barrières.

Beaucoup de gens étaient tués et jetés dans la rivière, de telle sorte que lorsque nous avons appris qu'il y avait des cadavres repêchés dans le lac Victoria, nous n'étions pas surpris, parce que toute personne qui arrivait avec une carte d'identité répondant aux critères indiqués ci-haut était tuée et jetée dans la rivière, conformément aux instructions reçues de la première réunion avec les Français. Donc, à cette époque, le sort des personnes dont les cartes d'identité indiquaient qu'elles étaient Tutsi était connu : elles étaient directement tuées sur les barrières ; et les militaires français en étaient informés. Et des fois, je servais d'interprète à ces derniers qui me prenaient avec eux dans les patrouilles, pour superviser la zone et contrôler les barrières. Ils demandaient comment évoluait la situation. Les miliciens répondaient : « Nous avons tué des Inyenzi ».

Les militaires français se montraient satisfaits, et nous continuions les patrouilles. Chez nous, ce sont les Inkotanyi qui ont arrêté le génocide. C'est seulement quand le capitaine Zigira est devenu préfet que nous avons pu nous reposer des patrouilles nocturnes, des tueries. Par ailleurs, une fille tutsi qui s'appelle Micheline originaire de Ruhango a été tuée par un policier communal sur ordre du sous-préfet Ntegeyintwali Joseph sur une barrière située près de la sous-préfecture de Karaba. Les Français étaient présents et n'ont pas empêché l'assassinat. Ils ne faisaient rien pour arrêter les massacres, leur principal souci était de contrôler les frontières de la préfecture pour que le FPR ne s'y infiltre pas.

Je parlais directement aux militaires français. A plusieurs reprises, ils m'ont répété : « Nous venons protéger les Hutu qui sont ici, pour que les Inkotanyi ne les tuent pas ». Pour moi donc, leur mission première était la protection des Hutu, d'autant qu'ils se sont investis dans l'exfiltration des dignitaires hutu, dont la famille de l'ex-préfet de Gikongoro Laurent Bucyibaruta, des militaires et des Interahamwe responsables du génocide. Ils ont encouragé la population à fuir, et à la fin, ils se sont

félicités : « mission accomplie, personne n'a été tué ». Des milliers de personnes s'étaient enfuies dans la zone Turquoise : Militaires, gendarmes, Interahamwe, autorités, hommes d'affaires et autres populations civiles. Ils évacuaient les hautes autorités civiles et militaires avec les hélicoptères, tandis que pour le reste des soldats, ils le faisaient avec les camions. Même mes collègues bourgmestres ont eu ce privilège. Les citoyens ordinaires fuyaient à bord de leurs propres véhicules, d'autres à pieds.

Après le départ de certains bourgmestres, les militaires français ont nommé, sur une base ethnique, dix nouveaux bourgmestres dans la préfecture de Gikongoro et ont confirmé trois anciens, dont moi-même. Avant de me confirmer bourgmestre, un capitaine français m'a demandé : « Es-tu Hutu ? » J'ai dit oui. « Mais tu ferais mieux de t'exiler. Les Inkotanyi sont proches et ils ne vont pas t'épargner ». J'ai répondu non. « Tu es alors Tutsi ? » J'ai dit non. « De quel parti politique es-tu ? » Du PSD, ai-je répliqué. « Mais c'est un parti des Tutsi. » J'ai répondu que c'est faux, que même les Hutu en sont membres. Et je lui ai cité l'exemple de Frédéric Nzamurambaho qui était président de ce parti et qui était originaire de chez moi. Mais il n'était pas convaincu. J'ai dû lui sortir ma carte d'identité avec mention « Hutu ». Et c'est alors ainsi qu'il a pu me croire et me confirmer bourgmestre. Ils n'acceptaient pas qu'un Tutsi puisse devenir bourgmestre. Ils sont allés désigner les bourgmestres des autres communes et ils n'ont placé que des Hutu, bien sûr.

Après cette nomination, nous avons tenu une autre réunion avec les militaires français au début du mois d'août 1994 regroupant tous les bourgmestres. Ils nous ont demandé de redoubler d'efforts dans la tenue des barrières. Ils nous ont dit : « Faites tout ce qui est possible pour empêcher les Inkotanyi d'entrer dans la zone Turquoise, nous ne voulons pas qu'ils viennent exterminer les Hutu ici », et ils nous ont répété les consignes d'identification tels qu'ils les avaient définies lors de la première réunion. Nous sommes rentrés et nous avons renforcé les barrières. Les tueries ont continué. Tout Tutsi retrouvé était tué, toute personne qui n'avait pas de carte d'identité ou qui avait des signes de port d'armes ou des bottines était tuée, comme il avait été demandé.

[...] Dans leurs patrouilles, les Français rassemblaient à Karama des personnes récupérées dans des communes de Gikongoro proches de Kibuye avant de les acheminer à Murambi et à Cyangugu. Ils en choisissaient des jolies filles et les gardaient pendant environ deux semaines. Puis, les remplaçaient périodiquement par d'autres et les envoyaient rejoindre d'autres survivants à Murambi. Je voyais que ces filles étaient traitées comme leurs femmes puisque les Français les embrassaient en plein air. Quand j'allais voir le chef, je voyais ces militaires français en train de les caresser et leur donner des baisers devant nous : des pratiques vraiment impudiques dans notre culture.

Puis, ces filles étaient utilisées dans le service de buanderie des Français en lavant les habits de ces derniers. Elles préparaient à manger, balayaient et faisaient les lits des officiers français sans salaires. Je me souviens de l'une d'elles que les Français ont maintenue à Karama pendant près d'un mois. A Karama, les Français avaient l'habitude d'introduire des filles dans leurs tranchées. Beaucoup de filles y ont été violées de manière scandaleuse. Ces filles témoignaient que les Français les obligeaient à faire des relations sexuelles dans une position où elles étaient agenouillées et la pénétration se faisait par derrière. C'était des actes courants et connus dans la région. Dans ces tranchées-là, beaucoup de méfaits sexuels y ont été commis par des Français.

Les militaires français partaient très tôt le matin dans leurs jeeps et parcouraient toute la préfecture. Quelquefois, j'étais avec eux en tant que bourgmestre, essentiellement pour leur servir d'interprète. Ils arrêtaient les personnes et les jetaient dans la forêt de Nyungwe. C'était généralement des personnes soupçonnées d'être des inkotanyi infiltrés ou leurs complices ou celles qui étaient qualifiées de fauteurs de troubles. Elles étaient soit arrêtées sur des barrières soit dénoncées aux Français par la population. Les militaires français les frappaient, les ligotaient et les mettaient dans des sacs en laissant uniquement la tête dehors. Ensuite, ils les emmenaient en hélicoptère. Par après, les Français me disaient qu'ils les jetaient dans la forêt de Nyungwe. Je leur ai demandé pourquoi ils utilisaient ces méthodes, et comme réponse, un capitaine français m'a dit : « Nous devons nous débarrasser des éléments nuisibles, si nous les tuons ici, il y aura des traces. Alors que nous ne voulons pas que les gens sachent que nous avons tué qui que ce soit, ensuite, ça nous donnera un travail inutile de les enterrer. C'est mieux de les jeter dans la forêt de Nyungwe ». Nyungwe est un parc national, une forêt très dense, si quelqu'un y est jeté, il s'en sort difficilement.

Par la suite, j'ai appris que certaines personnes parmi celles-là ont survécu et que d'autres sont mortes.[...] L'une des victimes dont je me souviens s'appelle Benimana Jean, alias Katasi, qui était vétérinaire à l'unité opérationnelle du Projet PDAG à Kaduha. Les Français l'ont amené de Kaduha dans un camion militaire. Ils ont passé la nuit dans leur campement à Karama, près du bureau communal. Quand Katasi est arrivé, il était attaché, mais ils l'ont détaché et mis au cachot. Le lendemain, ils l'ont ligoté et transporté par hélicoptère.

[...] Vers le 20 août 1994, tous les bourgmestres ont eu une autre réunion au quartier général au centre SOS avec le même colonel français. Il nous a bien précisé : « Nous allons bientôt partir, nous allons passer par le Zaïre, nous allons rentrer chez nous, et le FPR va venir. Vous, les bourgmestres, encouragez la population à fuir avant que le FPR n'arrive, sinon elle sera décimée. Sachez aussi que demain nous aurons des pourparlers avec le FPR auxquels vous êtes conviés également. La rencontre avec le FPR aura lieu à Maraba. Nous devons

nous entretenir sur la façon de nous succéder dans cette zone. La mission que nous avons pour vous protéger a été accomplie et nous allons vous protéger pour fuir et partir d'ici, pour aller au Zaïre avant que le FPR n'arrive. Toute la population doit prendre la fuite. Le FPR travaillera avec ceux qui refusent de fuir, on ne sait jamais, il se pourrait qu'il y ait des Tutsi parmi vous, mais les autres devront avoir fui ».

L'après midi, cette réunion avec le FPR a eu lieu à Maraba, au pont Mwogo, sur la route asphaltée. La délégation des Inkotanyi était conduite par le capitaine Zigira qui nous a expliqués que le nouveau gouvernement allait travailler pour l'unité des Rwandais et qu'il n'y avait aucun motif de fuir le pays. Il nous a demandé en tant qu'autorités de faire tout ce qui était à notre pouvoir pour que la population cesse de s'en aller, de la rassurer que les Inkotanyi n'étaient pas des tueurs et qu'ils venaient la semaine suivante. Sur le chemin du retour, le colonel français nous a dit avec insistance qu'il ne fallait pas croire au discours du FPR, qu'il fallait plutôt sensibiliser la population à quitter le Rwanda avant que les Français ne partent, pour qu'ils la protègent dans son exode. Il disait : « Si vous transmettez le message tel que reçu des Inkotanyi, vous allez empêcher la population de fuir, alors que la mission qui nous a amenés ici est de les protéger pour qu'elle ne soit pas tuée. Si jamais ces gens mourraient, alors que nous sommes ici ! Dites-leur plutôt de fuir, encouragez-les à fuir, nous sommes encore ici pour vous protéger, qu'ils prennent la fuite au Zaïre ».

Nous avons transmis les deux messages à la population et elle s'est mise à fuir. Trois jours après nous sommes retournés à une réunion avec les Inkotanyi à Maraba, cette fois-ci à un endroit appelé Cyizi. Ils nous ont demandé d'avertir la population de leur arrivée prochaine pour qu'elle ne soit pas surprise. Ce jour même, au retour de la réunion, nous avons commencé la préparation des manifestations de soutien aux soldats français. La veille de leur départ, les responsables du gouvernement intérimaire encore sur place, à la tête desquels se trouvait Callixte Kalimanzira qui était secrétaire général au ministère de l'Administration locale ont organisé une marche populaire de soutien aux soldats français. Ces manifestations ont été faites le jour suivant. Dans ma commune, nous avons organisé une manifestation sur 4 kilomètres. Les hélicoptères défilaient en l'air, les jeeps des Français faisaient le cortège et les déplacés défilaient. Nous brandissions des drapeaux français en l'air, et applaudissions en dansant et en chantant : « Vive la France, vive le Rwanda, vive la coopération franco-rwandaise ».

Arrivés au stade du Centre SOS où se sont terminées les manifestations, le colonel français qui dirigeait Turquoise a pris la parole et Karimanzira interprétait. Il a dit : « Notre mission au Rwanda est accomplie, nous allons partir. Nous vous avons prévenu, ceux qui ont voulu s'enfuir sont partis, ceux qui le veulent encore, et bien, il y a encore du temps, nous, nous quittons demain le 22/8/1994. Nous vous avons protégés jusqu'ici, si vous ne partez pas, le FPR vous tuera ». Et comme il connaissait déjà quelques mots du kinyarwanda, il s'adressa

directement à la population en disant : « Inkotanyi babi, kwica » [Inkotanyi mauvais, tuer]. Et d'un geste de la main sur son cou ; il leur mimait l'acte de trancher la gorge. Les autres militaires qui étaient à la réunion faisaient également le même geste. La population a paniqué et ce même soir, une grande partie de la population a pris le chemin de l'exil. Les autres sont partis le lendemain. Ils ont promis à la population d'assurer sa protection au Zaïre. Le souhait des militaires français était qu'à son arrivée, le FPR ne puisse trouver aucun citoyen.

J'ai été étonné de constater que certains militaires français de Turquoise sont revenus comme chauffeurs de l'AICF [Action Internationale Contre la Faim, ONG de droit français]. Il y a un que j'ai reconnu et que j'ai approché en lui demandant : « Mais, n'est-ce pas que tu étais soldat ici à côté ? ». Il m'a répondu sèchement : « Non ». Et la conversation s'est bien sûr arrêtée là ».

29. Elie Ngezenubwo

Elie Ngezenubwo est un ex-milicien originaire de Gishyita, dans le district de Karongi. Actuellement c'est un prisonnier repentant poursuivi pour crime de génocide, détenu dans la prison centrale de Gisovu. Il a été auditionné par la Commission en séance publique le 14 décembre 2006.

Il témoigne sur la tenue d'un barrage routier par des militaires français à l'école de Gishyita et leur non assistance à personnes en danger à Bisesero.

« Les militaires avaient basé leur camp chez Fundi sur un grand terrain où atterrissaient leurs hélicoptères. Ils avaient érigé une barrière de contrôle des personnes sur base des pièces d'identité. Ils nous interdisaient d'approcher la barrière, mais quand même nous pouvions voir de loin qu'ils faisaient sortir les gens des voitures et les retenaient. »

À propos de la non assistance des personnes en danger, il révèle que :

« Les Français étaient basés à Gishyita lors des massacres à Bisesero. Ils voyaient cela et demandaient ce qui se passait à Sikubwabo qui leur disait que la population était en train de combattre les Inyenzi. Dans ce cadre, il y a eu une réunion de mobilisation de la population chez le conseiller Muhimana Mika. L'ex-bourgmestre avait l'inquiétude qu'avec la présence des Français les attaques de Bisesero allaient s'arrêter. Il a convoqué tous les conseillers et il leur a demandé de rassembler beaucoup plus de personnes pour mener la dernière attaque de Bisesero. Après cette réunion, mon frère aîné Emmanuel Uhoraningoga alias Gifaransa a reçu une moto, un sifflet et un tambour pour lui permettre de circuler et de mobiliser les gens partout dans la campagne.